



Chers amis,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Le président américain Donald Trump a rencontré le président russe Vladimir Poutine. Deux fois, en deux jours, Trump a fait des déclarations à la presse avant de se rétracter plus tard. Lorsqu'on a demandé à Trump si la Russie s'était mêlée des élections américaines, il a répondu : » Je ne vois aucune raison pour laquelle ce serait la Russie « . Plus tard, il a modifié sa déclaration en disant que lorsqu'il a dit » oui « , il voulait dire » non « . Ceci, et l'autre correction tout aussi étrange, suggère une nouvelle façon de garder le cycle des nouvelles centré sur les pitreries de Trump et sur l'étrange accent mis sur l'interférence russe dans l'élection présidentielle américaine. Aucune considération ici que les Etats-Unis interfèrent régulièrement dans le processus politique des pays du monde entier (des coups d'Etat directs contre les gouvernements aux infusions d'argent pour les alliés américains). De plus, aucune attention n'est accordée aux jeux géopolitiques en cours autour de l'Eurasie : l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est et en Asie centrale, l'embargo dirigé par les États-Unis sur l'Iran, la croissance de l'initiative Belt and Road de la Chine à la Turquie,

ainsi que la String of Pearls de la mer de Chine du Sud à Port-Soudan. Vous voulez en savoir plus sur ces développements en Asie ou sur les défis en Amérique du Sud ? Mais où peut-on le faire?

Les sociétés de médias, détenues par des sociétés monopolistiques et en contact étroit avec des États puissants, reproduisent pleinement l'idéologie des puissants. Lire une histoire sur la Syrie dans un journal occidental, par exemple, est un exercice d'incrédulité. Les sources sont répétitives - dit le fonctionnaire américain, dit le fonctionnaire militaire américain, le fonctionnaire militaire américain dans un pays du Moyen-Orient sans nom, dit. C'est comme si le journaliste était devenu un simple sténographe pour les puissants. Chez *Frontline*, j'ai écrit un compte-rendu des mémoires de Seymour Hersh à propos de la vie d'un journaliste aux États-Unis depuis cinquante ans. Dans son livre, Hersh dit du reportage sur la guerre des États-Unis au Vietnam : « Si vous souteniez la guerre, vous étiez objectif ; si vous étiez contre elle, vous étiez un gauchiste et non digne de confiance ».

Hersh parlait des jours de la guerre du Vietnam. Les choses sont plus sombres maintenant. Dans un nouveau livre, *Democracy in Chains*, l'historienne Nancy Maclean raconte l'histoire d'un projet diabolique de certains ploutocrates de remporter une victoire totale dans la bataille des idées. Nancy raconte à P. Ambedkar, du bureau de New Delhi du Tricontinental : Institute for Social Research, le plan de la droite pour contrôler le paysage intellectuel - non seulement les médias, mais aussi les autres industries productrices de culture (y compris l'académie). L'une des caractéristiques qu'il ne faut pas négliger est l'empreinte globale de ce projet. Nancy nous dirige vers le Groupe Atlas, qui transpose les idées de » libre entreprise » et de » liberté individuelle » - caractéristiques classiques des libertaires de droite - dans les pays du monde entier. Il vaut la peine de visiter le site web du Groupe Atlas et d'étudier la liste des groupes qui mettent la démocratie enchaînée. Pour un bref exemple de ce que fait ce projet en Amérique latine, voir l'article de Lee Fang dans *The Intercept*.

La question se pose donc à nouveau : où allez-vous pour obtenir les nouvelles et les analyses ? Il y a quelques années, les mouvements sociaux et politiques d'Amérique latine ont développé un média appelé The Dawn. Aujourd'hui, The Dawn renaît sous le nom de *People's Dispatch*. Basé à New Delhi, avec des correspondants dans le monde entier - de l'Amérique du Sud à l'Afrique du Nord, de l'Europe de l'Est à l'Asie du Sud-Est - le *People's Dispatch* sera à la fois un fil de presse et un foyer pour l'analyse de l'actualité la plus complète. Il a lancé aujourd'hui, le jour de l'anniversaire de Frantz Fanon - qui a joué un rôle important en tant que journaliste de la Révolution algérienne. Sur le site web, j'ai rédigé un court essai sur la voix du peuple - sur la nécessité d'une telle plate-forme médiatique. Veuillez visiter le *People's Dispatch* pour avoir un aperçu complet de ce qui y

est disponible.

L'image ci-dessus est de João Silva, le remarquable photo-journaliste sud-africain né au Portugal.



La photo ci-dessus a été prise par la photo-journaliste iranienne Hengameh Golestan. Elle reste l'une des meilleures chroniqueuses de la révolution iranienne, non seulement des manifestations contre le Shah d'Iran mais aussi des luttes au sein du nouvel Iran autour des questions de vie sociale. Sa série la plus captivante concerne les protestations autour de la loi du hijab. Le 8 mars, journée internationale de la femme, les rues de Téhéran étaient remplies de gens qui s'opposaient à la loi obligatoire du hijab. La Révolution iranienne, se souvient Golestan, avait appris aux gens à descendre dans la rue s'ils voulaient dire quelque chose. Mais les manifestants n'ont pas réussi à repousser les clercs. La loi est restée. Néanmoins, la sensibilité de la protestation et de la possibilité n'a pas disparu. Il s'affirme de temps en temps.

L'Iran est dépeint d'une manière qui aplatit ses propres complexités. Il y a eu des améliorations considérables pour la vie du peuple iranien depuis le renversement du Shah, mais aussi des limitations importantes. Une mesure qui est souvent sur la table est la condition de la femme en Iran. Certes, l'État impose des restrictions à l'entrée des femmes dans de nombreux domaines de la vie publique, y compris dans les hautes sphères du pouvoir politique (les femmes sont régulièrement disqualifiées à l'élection présidentielle ainsi qu'à l'élection à l'Assemblée des experts). Mais, d'autre part, l'alphabétisation des femmes est désormais universelle (35% en 1976) et le pourcentage de femmes dans les professions libérales n'a cessé d'augmenter (plus d'un tiers des médecins sont des femmes, plus de soixante pour cent des fonctionnaires sont des femmes). Les manifestations sont une caractéristique constante de la vie iranienne - les manifestations de décembre-janvier 2017-18 en sont un exemple illustratif.

Plus l'image de l'Iran est plate, plus il est facile pour les États-Unis de vendre l'idée qu'un régime de sanctions homéopathiques ou un raid de bombardement peut, d'une manière ou d'une autre, ouvrir la voie à l'émancipation. C'est le genre de pensée qui a mené la guerre des États-Unis contre l'Irak en 2003. C'est une vision messianique du monde qui voit celui-ci comme ayant en quelque sorte besoin des bombes américaines comme catalyseur du changement. Nous sommes amenés à croire qu'aucun changement ne peut venir de l'intérieur d'une société et que seule la famine artificielle (par des sanctions) ou le bombardement massif peut faire le travail. C'est un point de vue dangereux que les médias



internationaux reproduisent en des termes moins sensationnels.

Entre-temps, la menace de sanctions a déjà commencé à nuire à l'économie iranienne. En Iran, l'accent n'est pas mis sur la manière d'étendre efficacement le domaine de la liberté dans le pays, mais sur la manière de survivre aux politiques vindicatives de l'Occident. Pour avoir une idée des politiques utilisées pour étrangler l'Iran, jetez un coup d'œil au rapport de Paul Cochrane sur les complots et les plans du Groupe d'action financière contre l'Iran, basé à Paris. L'une des demandes faites au gouvernement iranien par ce mystérieux groupe de travail est qu'il modifie l'article 154 de sa Constitution ( « Bien qu'il s'abstienne complètement d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres nations, il soutient les luttes des opprimés pour leurs droits contre les oppresseurs partout dans le monde » ). Cette déclaration anticoloniale générique - dans le sens de la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1960 - est une abomination pour cette agence occidentale qui a la capacité de ruiner la capacité de l'économie iranienne à fonctionner.

Il s'agit clairement d'une pression politique de la pire espèce. Et, comme je le montre dans ma chronique de cette semaine, si l'administration Trump obtient le renouvellement des sanctions d'ici le 4 novembre, les prix du pétrole pourraient monter en flèche, passant de 70 \$ le baril à 250 \$ le baril, avec toutes les attentes qu'une petite ou grande guerre avec l'Iran pourrait en résulter. De terribles, terrifiantes possibilités.



La polarisation politique semble être l'état d'esprit de notre époque. Mais cette polarisation ne va pas nécessairement dans des directions productives – sur la manière de s'attaquer aux périls de la faim, par exemple. Ils sont le plus souvent sur des lignes qui sont déroutantes – la question de l'ingérence russe dans les élections américaines, par exemple.

A São Paulo (Brésil), ce qui m'a frappé, c'est que pour les deux côtés de la fracture politique, Lula est l'objet : que ce soit à gauche, pour sa libération et son entrée dans la campagne présidentielle, ou à droite, pour son incarcération continue et un refus général de le voir réintégrer la politique électorale. Lula est mythique – les espoirs de démocratie et l'emblème de l'anti-démocratie. Au moins au Brésil, contrairement aux États-Unis (ingérence russe) ou à l'Europe (Brexit), la question de Lula est la question politique centrale qui divise le pays. Lula est le champ de bataille d'une lutte de classe intensifiée. La lutte pour son corps représente la lutte pour savoir qui devrait avoir l'autorité pour diriger un programme dans le plus grand pays d'Amérique latine. Pour mon [article](#) dans *The Hindu*, j'ai parlé à Neuri Rossetto du MST et Valter Pomar du PT, entre autres, pour m'orienter vers cette crise des institutions au Brésil et ce que cela signifiera pour le pays dans les mois à venir (veuillez [lire](#) le dossier sur le Brésil du **Tricontinental : Institut de recherche sociale**).

Il y a environ vingt-cinq ans, Lula – avec Fidel Castro – a formé le Forum de São Paulo. Lors de sa 24ème réunion la semaine dernière à La Havane (Cuba), le forum a réuni 400 délégués de divers mouvements sociaux et politiques. Le chef du forum – Mónica Valente du Parti du Travail du Brésil – a exposé les contradictions du moment et décrit honnêtement les échecs de la gauche au cours de la période récente. Il ne suffit pas, [dit-elle](#), de s'en donner à cœur joie. En politique, il faut résister avec intelligence et détermination.

Et il faut lire. Alors, allez jeter un coup d'oeil au *People's Dispatch*.

Chaleureusement,

Vijay.